



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

11 au 17 février 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National

Ernest Backes

From WikiLeaks

Jump to: [navigation](#), [search](#)

Blowing the whistle in the Clearstream scandal.

Backes was third in charge of compensation chamber Clearstream (formerly Cedel), in charge of relations with clients, and was fired in May 1983. According to himself, he was "fired because (he) knew too much about the Ambrosiano scandal." Banco Ambrosiano collapsed in 1982, but the scandal wasn't yet public when Ernest Backes was dismissed. Ernest Backes was the primary whistleblower in Revelation\$, the book he co-authored with Denis Robert and which in 2001 caused the Clearstream scandal. In 1971, he was hired by Cedel, set up in 1970 by a consortium of 66 international banks. With Gérard Soisson, Cedel's manager, he helped design and install Cedel's computerized accounting system in the 1970s.

Geheimdienst-Affäre: Durchsuchung in privater Sicherheitsfirma



Die Ermittler wollen der geheimnisvollen CD mit dem aufgezeichneten Gespräch auf die Spur kommen.

(vb) - Neues in der Geheimdienstaffäre: Die private Sicherheitsfirma von Fränk Schneider, ehemaliger leitender Mitarbeiter des Geheimdienstes, hat Besuch von der Kriminalpolizei bekommen.

Die Polizisten durchsuchten die Geschäftsräume auf Spuren und Indizien zur Geheimdienst-Affäre. Das berichtet RTL Radio Lëtzebuerg am Donnerstag. Grund für die Hausdurchsuchung ist die ominöse CD mit einem aufgezeichneten Gespräch zwischen Großherzog Henri und Jean-Claude Juncker zurück. Die Enquête-Kommission hofft wohl, in Fränk Schneiders Sicherheitsfirma Sandstone die CD zu finden.

Firmengründer Fränk Schneider, einst stellvertretender SREL-Direktor, kann am Freitag übrigens Erklärungen aus erster Hand abgeben. Er sagt als Zeuge vor der Enquête-Kommission aus.

Geheimdienst-Affäre: Durchsuchung in privater Sicherheitsfirma



Die Ermittler wollen der geheimnisvollen CD mit dem aufgezeichneten Gespräch auf die Spur kommen.

(vb) - Neues in der Geheimdienstaffäre: Die private Sicherheitsfirma von Fränk Schneider, ehemaliger leitender Mitarbeiter des Geheimdienstes, hat Besuch von der Kriminalpolizei bekommen.

Die Polizisten durchsuchten die Geschäftsräume auf Spuren und Indizien zur Geheimdienst-Affäre. Das berichtet RTL Radio Lëtzebuerg am Donnerstag. Grund für die Hausdurchsuchung ist die ominöse CD mit einem aufgezeichneten Gespräch zwischen Großherzog Henri und Jean-Claude Juncker zurück. Die Enquête-Kommission hofft wohl, in Fränk Schneiders Sicherheitsfirma Sandstone die CD zu finden.

Firmengründer Fränk Schneider, einst stellvertretender SREL-Direktor, kann am Freitag übrigens Erklärungen aus erster Hand abgeben. Er sagt als Zeuge vor der Enquête-Kommission aus.

Freitag, 8. Februar 2013

Lëtzebuerg Veröffentlicht am 07.02.13 21:49

Juncker: "Wir schießen uns ins eigene Knie"

In einem forum-Interview hat sich Premierminister Jean-Claude Juncker über das endlose Verlangen nach Transparenz in der Luxemburger Politik und Wirtschaft am Beispiel der Cargolux geäußert. "Es geht um Arbeitsplätze, und um sonst nichts."

Das Problem sei ein ungebändigter Wille nach Transparenz, so Juncker über den geplatzten Deal zwischen Cargolux und Qatar Airways. "Wir zerreden eine Betriebsstrategie in der Öffentlichkeit, und schießen uns dabei ins eigene Knie", so Juncker.

Das Interview mit Premierminister Jean-Claude Juncker, das im Februar-Heft des forum erscheint, wurde bereits im Dezember geführt. Darin werden Fragen zur Rechtstaatlichkeit, zur Steueroptimierung und zum Ausländerwahlrecht gestellt.



Affaire du SREL

08 février 2013 09:43; Act: 08.02.2013 11:43Print

«Je n'ai jamais été fan des écoutes»

LUXEMBOURG - L'ancien chef des opérations du SREL est entendu par la Commission d'enquête dans l'affaire des écoutes. Suivez son audition en direct.





1 | 22

08.02 Frank Schneider, ancien chef des opérations du SREL est interrogé par la Commission d'enquête.

08.02 Frank Schneider, ancien chef des opérations du SREL est interrogé par la Commission d'enquête. Revoir le diaporama

Lecteur reporter

08.02 Frank Schneider, ancien chef des opérations du SREL est interrogé par la Commission d'enquête.

Mise à jour automatique

Direct assuré par:
Laurence Bervard

11:38 0	Schneider: «M.Kemmer a fait du très bon travail au sein du SREL». Grâce à lui, d'autres collaborateurs sont arrivés au service de renseignement.
11:33 0	Bodry change de sujet et demande si Schneider a participé au recrutement de certains de ses collaborateurs au sein du SREL. Il veut également savoir comment s'est déroulé la collaboration avec André Kemmer. Schneider explique que Kemmer est arrivé au SREL pour y occuper un poste vacant qui devait être occupé par un policier. Le contact avait été établi grâce à la coopération entre la police et le SREL. «J'étais d'accord qu'il intègre notre service.»
11:32 0	Schneider précise qu'on avait parlé de fonds publics mais jamais de contrats publics.
11:28 0	Avant de quitter le SREL, il y a eu une réunion avec Marco Mille et le ministère de l'Économie pour discuter de la nouvelle entreprise de Schneider. Cette réunion avait été nécessaire car Schneider avait voulu créer son entreprise avec des fonds publics.
11:23 0	Bausch demande comment Marco Mille avait perçu son désir de créer sa propre entreprise. «Marco Mille et moi avons une très bonne relation. Jamais je n'ai eu l'impression qu'il n'appréciait pas mes intentions de me tourner vers un autre projet.»
11:18 0	Schneider explique que son entreprise, Sandstone, ne fait pas de collecte illégale de données. Pour obtenir des informations, l'entreprise doit se fier aux sources officielles, obtenues notamment via des agences.
11:13	Le Commission d'enquête aborde à nouveau l'affaire des écoutes. Schneider:

0	«Je n'ai jamais été fan des écoutes. Le service de renseignements en a clairement besoin, mais concrètement ça apporte peu».
11:11 0	Schneider précise qu'il travaillait à la création de son entreprise 4 à 5 mois avant de quitter le SREL.
11:07 0	Schneider tente de se justifier que certains contacts connus grâce au SREL aient investi dans son entreprise.
11:04 0	Schneider souligne qu'il a commencé à mettre sur pied sa nouvelle entreprise alors qu'il travaillait encore au SREL. «En dehors des heures de travail», précise-t-il.
11:02 0	«J'ai quitté le service de renseignements en juillet 2008 et j'avais informé l'État de la voie que je voulais prendre». Ce n'est qu'après que Jean-Claude Juncker avait eu vent de l'affaire de la montre. Celle-ci n'aurait donc pas conditionné son départ, qui n'était pas non plus lié à Cargolux. Schneider était parti de manière volontaire et n'avait pas été poussé dehors.
11:01 0	Schneider avait la possibilité de rassembler suffisamment d'argent pour créer sa propre entreprise.
10:58 0	Ben Fayot demande pourquoi Schneider a quitté le SREL. Schneider: «Je voulais faire autre chose dans la vie et ne voulais pas rester employé de l'État. À 35 ans je n'avais plus la possibilité d'évoluer au sein de l'État, je ne voulais pas occuper le poste de directeur.»
10:54 0	Une entreprise américaine, dont il a fait la connaissance après avoir quitté le SREL, s'est intéressée à reprendre les 34% que la Swissair détenait au sein de Cargolux. Schneider a coopéré avec d'autres acteurs économiques. C'est en septembre 2009 que les premières discussions ont commencé avec le gouvernement.
10:52 0	Schneider explique que dans d'autres pays, il relève de la normalité que les collaborateurs du service secret se réorientent vers le domaine privé. Il dit ne pas avoir entretenu de contact avec les services secrets étrangers après avoir quitté le SREL.
10:50 0	Frank Schneider indique: «Les renseignements que j'avais grâce au SREL sont restés dans ma tête, je ne les ai pas oubliés et je ne dispose pas de bouton qui me permette d'effacer toutes les informations que j'avais obtenues grâce à

	mon poste précédent».
10:48 0	Meisch demande si Frank Schneider a pu mettre au profit de son actuelle entreprise, Sandstone, des informations obtenues via le SREL.
10:42 0	«Je ne suis pas intéressé par les personnalités de Cargolux. Jamais je ne pourrai influencer sur la nomination du PDG de Cargolux».
10:35 0	Schneider: «Il y a eu beaucoup de confusions à ce sujet. Cargolux n'a jamais été une cible du SREL. C'est dans le cadre d'une autre opération que nous avons découvert qu'il y avait des stratégies risquées chez Cargolux, des stratégies que Cargolux ne considérait pas comme risquées. Ceci aurait pu conduire à des problèmes. Il s'agissait donc de mesures de prévention qui avaient trait à des vols à destination de l'Iran. Il n'y avait pas encore de sanctions internationales à l'époque, mais il y avait des restrictions et des sanctions nationales par d'autres pays, des alliés du Luxembourg.»
10:33 0	Serge Urbany s'enquiert de Cargolux. «Vous vous êtes mêlés à la stratégie de Cargolux. Dans quel contexte cette intervention a-t-elle eu lieu?»
10:23 0	Le SREL a travaillé avec des services de renseignements étrangers «offensifs» qui ont pu leur apprendre beaucoup de choses.
10:18 0	Selon Bausch, le SREL aurait dépassé le cadre de sa mission. Réponse de Schneider: «La mission du SREL n'est pas de permettre la prospection économique, et elle n'a pas eu lieu».
10:16 0	Le SREL avait n'avait pas pour mission d'assurer la sécurité des acteurs économiques qui participaient au voyage. Il n'aurait pas participé à la mission économique.
10:11 0	Schneider: «Le voyage au Kurdistan n'a nullement commencé en tant que mission économique. Nous avons d'autres soucis, des soucis bien précis, dont je ne peux parler aujourd'hui, mais que le SREL pourra vous détailler sous huis clos. Nous avons voyagé avec des représentants des entreprises et avec le ministère de l'Économie luxembourgeois avec lequel nous entretenons de bonnes relations. Au Kurdistan, le SREL a rencontré ses propres contacts».
10:10 0	Schneider: «Il n'y a pas eu de missions économiques de la part du SREL».

10:07 0	En 2008, peu de collaborateurs étaient impliqués dans la protection du "patrimoine économique". Schneider ne pense pas que le SREL soit aujourd'hui destiné à cette fonction. Les entreprises devraient s'occuper d'elles-mêmes.
10:05 0	Schneider: «Le "patrimoine économique" permettait au SREL d'entrer en contact avec les entreprises, qui la plupart du temps étaient très ouvertes à ce sujet.
10:03 0	Schneider: «D'après mes souvenirs, il n'y a pas eu d'opération extraordinaire, donc une opération d'écoute, qui aurait eu lieu dans le cadre du "patrimoine économique"».
09:59 0	Lydie Polfer: «Qu'est-ce qui a été entrepris au niveau du patrimoine économique à partir de l'an 2000?». Bodry demande si des écoutes visaient les entreprises. Schneider «Il n'y a pas eu de missions opérationnelles. C'était un travail de pionnier et nous avons beaucoup réfléchi à ce sujet.»
09:55 0	Urbany demande qui s'occupait des opérations de surveillance avant que cette mission ne soit confiée au SREL. Schneider: «La police et la gendarmerie. Le SREL ne disposait pas des ressources nécessaires et ceci nous semblait une bonne solution d'urgence».
09:54 0	Ben Fayot demande comment commençaient les opérations. Frank Schneider: «La plupart des demandes venaient de l'étranger».
09:50 0	Frank Schneider: «Nous avons réfléchi à une meilleure réglementation du processus. Nous avons engagé des conseillers et voulions informatiser le processus. Ce travail a commencé en 2004/2005. Nous savions qu'on ne pouvait pas continuer de la sorte».
09:44 0	L'équipe de Schneider était en charge de planifier les filatures. Schneider lui-même a toujours dû donner son accord avant le début des opérations. Avant d'agir, il était tenu à faire une demande de filature auprès du directeur du SREL. Ces autorisations n'étaient pas actées et se faisaient souvent au détour d'une conversation. La plupart des opérations touchaient au terrorisme, ainsi qu'au «patrimoine économique».
09:41 0	Lorsque Schneider a quitté le SREL en 2008, les opérations s'étaient nettement développées. Il explique pourtant que toute opération de filature nécessitait une autorisation explicite. La pratique des écoutes était réglementée et toutes les opérations étaient actées.

09:40 0	Schneider indique qu'il n'a jamais eu connaissance de pratiques d'écoutes illégales.
09:39 0	Alex Bodry demande si des écoutes illégales avaient été effectuées ou si d'autres pratiques illégales avaient eu lieu. «Comment avez-vous procédé et comment les contrôles ont-ils eu lieu?»
09:37 0	C'est ensuite que les filatures ont peu à peu commencé et que les collaborateurs ont été formés pour faire ces filatures.
09:35 0	Ce n'est qu'en 2003, respectivement en 2004 que le service a commencé à se focaliser sur de nouvelles opérations et analyses et qu'il avait les moyens pour mieux traiter les données.
09:30 0	«J'avais 30 ans, j'étais habitué à un entourage dynamique. J'étais très ambitieux en arrivant au SREL et je voulais contribuer au bon fonctionnement de ce service».
09:27 0	Frank Schneider explique qu'il a créé la branche «renseignements». Lorsqu'il a quitté le service, ce dernier comptait 15 collaborateurs. Schneider indique que contrairement aux informations relayées par la presse, il n'a jamais été chef des opérations, ni le numéro 2 du SREL, mais qu'il a uniquement été le chef d'un département.
09:25 0	Sans avoir eu à consulter le Ministère, Frank Schneider a pu organiser les changements du fonctionnement du SREL. Il a également participé à la réforme du service qui a eu lieu en 2004.
09:24 0	Charles Hoffmann, l'ancien chef du SREL, avait appelé de ses vœux des changements au sein du SREL. Schneider explique qu'il a été l'un des premiers collaborateurs à avoir contribué à ce changement.
09:20 0	Le 11-Septembre a tout changé. À partir de ce moment, M.Schneider a rapidement gravi les échelons pour devenir chef adjoint d'un des départements du SREL.
09:18 0	Le terme de «patrimoine économique» a d'abord été abordé en l'an 2000. C'est à la fin de l'an 2000 que le Premier ministre s'est prononcé en faveur de cette idée.
09:17	Ensemble avec son chef Marco Mille, M.Schneider a décidé de réformer le

0	SREL. L'idée était de moderniser le service.
09:14 0	Frank Schneider commence par parler de ses études. Il est diplômé en histoire et en économie. Après ses études il est revenu au Luxembourg et a travaillé auprès de l'ambassade des États-Unis. C'est à travers son réseau de connaissances qu'il est arrivé au SREL en mars 2000. Au début il observait surtout comment se passaient les choses au SREL avant de vraiment prendre la main. «J'avais l'impression d'être dans un musée, beaucoup de portes étaient fermées».
09:12 0	Les premières questions portent sur son arrivée au service de renseignements, ses fonctions et les raisons d'avoir quitté ce service.
09:11 0	Frank Schneider explique que c'est un désir de transparence qui l'a poussé à ne pas choisir le huis clos pendant cette audition.
09:08 0	Les questions aujourd'hui porteront sur les missions de M.Schneider au sein du SREL, les méthodes opératives du service secret et le travail de Schneider dans son entreprise Sandstone.
09:05 0	Alex Bodry, président de la commission d'enquête, ouvre la session. L'audition commence. Frank Schneider prêtera serment.
09:02 0	L'audition devait commencer à 9h mais tous les membres de la commission d'enquête ne sont pas encore arrivés. Il est possible que l'interrogatoire de Frank Schneider continue après cette première audition et que la deuxième partie de son audition ne soit pas publique.
08:59 0	Selon des informations révélées par RTL, le domicile de Frank Schneider ainsi que son entreprise Sandstone auraient été perquisitionnés.
08:59 0	Schneider avait notamment été entendu dans l'affaire Bommeleeër. Selon des informations révélées par RTL, Schneider aurait fait disparaître des pièces de ce dossier, des accusations qu'il dément fermement.
08:55 0	Avant d'arriver au SREL en 2000, Frank Schneider a travaillé à l'ambassade des États-Unis en tant que Foreign service national. Entre 2004 et 2008 il y a occupé la fonction de chef des opérations avant de quitter le service de renseignements pour créer la société d'intelligence économique Sandstone.
08:54	Après les directeurs du SREL Charles Hoffmann, Marco Mille et Patrick Heck, les

0	responsables politiques Jean-Claude Juncker et Jacques Santer, et le procureur général Robert Bieber, ce sera aujourd'hui au tour de Frank Schneider de répondre aux questions de la Commission.
---	--

08:52 0	L'audition est publique et a lieu en luxembourgeois, nous vous proposons une traduction francophone.
------------	--

08:50 0	Nous vous proposons aujourd'hui la retransmission de l'audition de l'ancien chef des opérations du SREL, Frank Schneider.
------------	---

«Le SREL doit être réformé»

Selon des informations de RTL, des rumeurs courent sur Frank Schneider, qui serait en possession du fameux CD sur lequel il y aurait une conversation entre Jean-Claude Juncker et le Grand-Duc Henri concernant l'affaire Bommeleeër. C'est pour cette raison que la police judiciaire aurait perquisitionné le domicile et la société Sandstone de l'homme qui fut le chef des opérations du SREL entre 2004 et 2008.

C'est justement dans le cadre de cette affaire que l'homme est interrogé à la Chambre, ce vendredi matin, à partir de 9h, par la Commission d'enquête. Frank Schneider pourrait avoir joué un rôle dans le scandale des écoutes qui touche depuis quelques mois le service de renseignements du Grand-Duché. Un sujet qui pourrait faire également partie de l'interrogatoire: le voyage de Frank Schneider en 2007 organisé par le SREL en Irak dans le cadre d'une mission économique.

Mardi dernier, c'est le procureur général Robert Bieber qui a répondu aux questions de la Commission. Jacques Santer, Jean-Claude Juncker, les anciens directeurs du SREL Charles Hoffmann et Marco Mille et l'actuel responsable Patrick Heck ont eux aussi déjà été interrogés.



EXKLUSIV/ SRL, CIA, Waffen? Minister Schneiders dubiose „Reisen“

Wie in einem schlechten Agentenkrimi. Und Luxemburg ist der Ort der Handlung. CIA, Mi6 und Waffenschieber eingeschlossen. Vier ominöse Missionen des Wirtschaftsministeriums hat es gegeben. Mindestens. Warum ominös? Weil sie verdeckte Geheimdienstoperationen waren. Der SREL wollte unbedingt nach Angola, Kuba, Libyen und in den Nordirak. Warum, das weiß bis jetzt keiner. Eine Rolle spielen auf jeden Fall auch New York und London.

Hat der Luxemburger Geheimdienst für die Amerikaner Waffen in Krisengebiete geschafft? Könnte sein. Möglicherweise beteiligt: Nadhmi Auchi. Der Mann aus London kennt sich aus in dem Metier.

Alle Enthüllungen stehen in der brandaktuellen neuen „Privat“ 315

Conflit d'intérêt?

13 février 2013 07:25; Act: 12.02.2013 20:47Print

Le cas Mengozzi est inédit pour la CJUE

LUXEMBOURG - Qui a désigné Paolo Mengozzi sur l'affaire des bourses? Pouvait-il refuser? Ces questions embarrassent la CJUE.



La Cour de justice de l'UE rappelle que l'avis de l'avocat général ne lie en rien les juges de la CJUE.
(editpress)

L'avocat général décoré par François Biltgen

Pas de bourses pour les enfants de frontaliers?

À la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), c'est le premier avocat général, en l'occurrence Nilo Jääskinen, qui «décide de l'attribution des affaires aux avocats généraux» en vertu de l'article 16 du règlement de procédure de la Cour de justice. Pour autant, dans la pratique, un avocat général est tenu de signaler tout cas où son impartialité pourrait être remise en cause.

En l'espèce, Paolo Mengozzi s'est prononcé la semaine dernière sur l'affaire qui oppose des enfants de frontaliers au gouvernement luxembourgeois quant à l'attribution des bourses d'études. Et il l'a fait alors qu'il avait siégé au conseil de gouvernance de l'Uni entre 2006 et 2009.

Il a même été récompensé par le ministre de l'Enseignement supérieur, François Biltgen, pour cet engagement. Mais c'est accessoire car «aucune règle n'interdit aux juges ou avocats généraux de la Cour d'accepter une distinction nationale», assure un collaborateur du service presse de la CJUE.

Et le conflit d'intérêt? «Les statuts sont clairs, les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties», poursuit-on à la CJUE.

Si d'aventure le conflit d'intérêt dans cette affaire était avéré, «ce serait sans précédent». Charge alors à la Cour de décider de la suite à donner au dossier concerné.

20 Tonnen Pferdefleisch aus Luxemburg

Wie viel Pferdefleisch ist als "Rindfleisch" verzehrt worden? Noch weiß es niemand. Nicht einmal der Produzent der Tiefkühlkost. Aus Luxemburg sollen bis zu 20 Tonnen verarbeitet worden sein.



Die Firma "Tavola" sitzt in Capellen. Alleine aus Luxemburg sollen 20 Tonnen Pferdefleisch als "Rindfleisch" verarbeitet worden sein.

Bild: AFP/Jean Christophe Verhaegen

[Falsche Lasagne aus Luxemburg](#)

Die Behörden in Frankreich und anderen EU-Staaten wissen bisher nicht, seit wann und in welchem Umfang Pferdefleisch als Rindfleisch verkauft wurde. "Das kann man nur sehr schwer feststellen", sagte der Leiter der Veterinärinspektion, Félix Wildschütz, am Montag. Vor allem in Frankreich suchten die Behörden ältere Lagerbestände von Tiefkühlkost, um Proben zu entnehmen und auch die möglicherweise verwendeten Mengen von Pferdefleisch abschätzen zu können.

Wildschütz bestätigte, das in Capellen ansässige Unternehmen Tavola habe das Pferdefleisch verarbeitet. Nach bisherigen Feststellungen seiner Behörden kämen "etwa 20 Tonnen in Frage". Tavola sei Opfer eines Betruges geworden: "Das Unternehmen hat Rindfleisch bestellt. Und es hat gefrorene Fleischblöcke erhalten, die als Rindfleisch gekennzeichnet waren." Das luxemburgische Unternehmen stellte mit dem Fleisch unter anderem Lasagne- und Moussaka-Fertiggerichte her, die dann unter dem Namen großer Marken, wie Findus, in den Handel kamen.

Zyprische Zwischenhändler

Tavola produzierte im Auftrag des in Metz ansässigen Unternehmens Comigel. Dieses wiederum habe das Fleisch bei dem in Castelnaudary (Südfrankreich) ansässigen Importeur Spanghero gekauft. Diese Firma erklärte, sie habe in Rumänien tiefgefrorenes Rindfleisch bestellt und die so deklarierte Ware ohne irgendwelche Veränderungen als Rindfleisch an Tavola geliefert. Wildschütz sagte, das Fleisch sei offenbar über zyprische Zwischenhändler in Rumänien bestellt und über einen Zwischenhändler in den Niederlanden an Spanghero geliefert worden.

Nach Angaben des Veterinärdirektors liefert Tavola seine Produkte sofort an die verschiedenen Kunden. Man habe daher nur geringe Lagerbestände untersuchen können. Deswegen versuchten die Behörden jetzt, noch im Handel befindliche Tiefkühlgerichte zu finden, um Proben zu entnehmen: "Dies sind Ermittlungen, die vor allem in Frankreich laufen." Rindfleisch und Pferdefleisch seien im Produktionsprozess nur schwer zu unterscheiden. Zudem werde das Fleisch teilweise in gefrorenem oder fast gefrorenem Zustand verarbeitet.

Régional & International



Scandale en Allemagne

06 février 2013 17:49; Act: 06.02.2013 17:57Print

Une ministre accusée d'avoir plagié sa thèse

Annette Schavan, ministre de l'Éducation, s'est vu retirer mardi son titre de docteur en raison d'une copie dans sa thèse, il y a 33 ans.



Annette Schavan est proche de la chancelière Angela Merkel. (photo: dr)

Le doyen de la faculté de philosophie de l'Université de Düsseldorf, Bruno Bleckmann, a annoncé la décision du conseil de faculté réuni depuis le début de l'après-midi. À de nombreuses reprises, Mme Schavan a démenti ces accusations. Elle dispose désormais d'un mois pour déposer un recours devant un tribunal administratif. La ministre avait elle-même sollicité une première commission sur l'opportunité d'ouvrir cette procédure.

Celle-ci s'était prononcée favorablement en mai dernier. Cette décision est un coup dur pour cette amie personnelle d'Angela Merkel et affaiblit sa réputation. D'après l'hebdomadaire Der Spiegel, Angela Merkel soutient sa collaboratrice et un retrait de ses fonctions de ministre serait écarté. Le titre de «Doktor» a une grande importance sociale en Allemagne et toute usurpation est passible d'une amende.

Pas de déclaration sur l'avenir

La ministre conservatrice âgée de 57 ans, membre du gouvernement Merkel depuis 2005, a refusé de s'exprimer sur son avenir politique mais indiqué vouloir se battre contre la décision de son alma mater. «Je n'accepte pas la décision de l'Université de Düsseldorf et je vais déposer une plainte», a affirmé Mme Schavan, depuis l'Afrique du Sud, selon des propos rapportés par son ministère.

Mais «puisque je me retrouve dans un litige juridique avec l'université, je vous prie de comprendre que je ne m'exprimerai pas davantage sur le sujet», a-t-elle ajouté. La chancelière, amie de longue date de la ministre, n'avait pas fait de commentaire mercredi en milieu de journée. En 2011, deux scandales similaires avaient éclaté en Allemagne. Un retentissant avait conduit en mars à la démission de Karl-Theodor zu Guttenberg, ministre de la Défense de l'époque.

À l'époque, Mme Schavan, ancienne vice-présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, avait critiqué avec virulence le ministre de la Défense. Elle avait même affirmé ressentir de la honte pour lui. La même mésaventure était arrivée trois mois plus tard à la députée européenne libérale (FDP) Silvana Koch-Mehrin, qui avait abandonné son poste de vice-présidente du Parlement européen (PE) et de présidente du groupe FDP au PE, peu avant que le titre de docteur ne lui soit ôté. À chaque fois, ce sont des plates-formes sur Internet qui ont lancé ces accusations.



Lindependant.fr

Catalogne Corruption : Artur Mas veut faire "le grand ménage"

Le 08 février à 6h00 par Joana Viusà



PHOTO/Afp

L'image d'un pays gangrené par la corruption, le président de la Catalogne n'en veut pas. Face à la multiplication des affaires mettant en cause des acteurs politiques locaux, Artur Mas a convoqué au palais de la Generalitat un sommet anticorruption. Il réunissait les plus hauts représentants des trois pouvoirs -legislatif, exécutif et judiciaire- du territoire autonome de la Catalogne. But de la rencontre : éradiquer les pratiques douteuses et frauduleuses de plusieurs élus soupçonnés de malversation et de blanchiment d'argent. Le président Mas, la présidente du parlement catalan Núria De Gispert, ainsi que le président du Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne, Miquel Àngel Gimeno ; le procureur général de Catalogne, Martín Rodríguez Sol ; le Défenseur des droits des citoyens, Rafael Ribó ; le juge des comptes, Jaume Amat et le

directeur du Bureau antifraude de Catalogne, Daniel de Alfonso, ont posé les bases du projet. Pour Artur Mas, "il faut en finir avec la fraude et la corruption", qu'il compare "à une infection" provoquée "par un abcès qu'il faut vider de son pus". Il souhaite "faire le ménage" tout en sachant "qu'il ne pourra pas y parvenir à 100 %, car la corruption habite toutes les sociétés humaines". Pour montrer sa bonne foi, le chef du gouvernement a même ressorti du tiroir une loi adoptée en 2001 concernant l'accord de transparence électorale. Ce pacte, jamais respecté par les formations politiques, devait réglementer les financements des partis et les campagnes électorales de ces derniers... La déclaration officielle sera adoptée le 22 février prochain.

"De la poudre aux yeux"

Hier, la présidente du parlement, Núria De Gispert, a souhaité communiquer aux formations politiques du parlement catalan les décisions prises au cours du sommet. Mais la plupart d'entre eux ont considéré que l'initiative d'Artur Mas n'était que de la "poudre aux yeux" jetée pour masquer les "affaires" qui entachent les deux partis de sa propre coalition CiU (Convergència Democràtica de Catalunya et l'Union démocratique de Catalogne). Le porte-parole des écosocialistes (ICV), Joan Herrera n'a pas fait dans la dentelle. Il aurait apprécié un "geste fort" du président en montrant l'exemple et en combattant la corruption qui sévit dans son propre parti. Joan Herrera a rappelé les différentes casseroles que traîne CiU : l'incroyable affaire du Palais de la musique dont les caisses furent vidées par le patron de la fondation à son bénéfice mais aussi au profit du parti d'Artur Mas ; la possible mise en examen d'Oriol Pujol, fils de l'ex-président Jordi Pujol pour l'attribution de marchés et plus récemment les comptes opaques de l'ancien maire de Lloret de Mar, station balnéaire de la Costa Brava et actuellement député au parlement de Catalogne pour Convergència i Unió. Ce dernier pourrait être entendu pour favoritisme...

200 à 300 élus mis en cause en Espagne

Récemment, le président de la branche espagnole de l'organisation anticorruption Transparency International, Jesus Lizcano rappelé qu'"il y avait entre 200 et 300 élus mis en cause par la justice pour corruption qui se concentrent dans cinq régions du pays : la Catalogne, les Baléares, Valence et la Galice ainsi que l'Andalousie". Même si ce chiffre ne représente qu'une minorité des plus de 50 000 élus du pays, la tâche s'annonce difficile localement pour Artur Mas. Les scandales de corruption grandissent dans le parti d'Artur Mas.



Lindependant.fr

Football Truquer un match ? Plus simple que de marquer un but !

Le 06 février à 6h00

Le trucage d'une rencontre de football est un jeu d'enfant. Provocateur, le journaliste canadien Declan Hill, en a même fait un livre (2008) intitulé "Comment truquer un match de foot ?" et demeuré une Bible pour les Eliot Ness de la corruption sportive. Plus récemment, le très sérieux Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) a rédigé son Livre Blanc sur le sujet.

Tout aussi renversant ! "Le mécanisme est classique", raconte Christian Kalb, consultant spécialisé dans le domaine des paris. "A la base, on a le financeur, asiatique dans 99 % des cas. D'un côté, il travaille avec des opérateurs, souvent illégaux, auprès desquels il parie. En Europe, il recrute des hommes de main - Croates, ou en tout cas des Balkans - chargés du volet corruption". Dans les deux affaires antérieures les plus significatives, celle de Bochum (affaire portant sur plus de 300 matches en Allemagne et en Suisse) et du 'Calcioscommesse' (en 2011-2012 en Italie), le donneur d'ordre était une seule et même personne : Dan Tan, 'parrain' de Singapour, aussi soupçonné d'être à l'origine du nouveau scandale révélé lundi par Interpol. En Europe, ou en Amérique du Sud, les sbires de Dan Tan recrutent dans un premier temps des intermédiaires "entre les corrupteurs et les joueurs. Ce sont d'anciens entraîneurs ou joueurs qui jouissent d'une bonne réputation et peuvent facilement appâter leurs proies", explique Declan Hill. **Chantage** Plus que l'appât du gain, le recours au chantage est le moyen le plus utilisé pour corrompre un joueur : dépendance au jeu, à l'alcool, au sexe, adultère, dopage... Tous les ressorts sont bons pour convaincre l'acteur d'un match d'influencer le score. Et lorsque rémunération il y a, elle peut atteindre 20 à 30 000 euros dans les plus grands championnats. "Au départ, on ne leur demande pas forcément de perdre mais de faire une action spécifique. Une fois que le joueur a mis le doigt dans l'engrenage, il est de plus en plus souvent réactivé et là, on lui en demande plus", explique Christian Kalb. "Un joueur peut fonctionner ainsi durant toute une carrière." Dans son livre noir publié en 2012, la Fifpro (syndicat international des joueurs) estimait à 50 à 60 % le taux de joueurs approchés dans certains pays de l'Est. A ce stade, c'est souvent l'équipe la plus faible qui est la cible des corrupteurs "parce que si elle fait exprès de perdre, personne ne se doute de rien", note Hill. L'intérêt alors, est de miser sur des scores exacts avec des cotes allant jusqu'à 20 contre 1. Lors de son enquête dans les pays de l'Est, l'IRIS a ainsi constaté que sur quatre matches corrompus sur cinq se concluaient sur le score "commandé". Au financeur à ce stade, de mettre en place des systèmes de paris chez plusieurs opérateurs, légaux ou pas, pour diluer les sommes et passer à chaque fois sous les

radars de plus en plus nombreux qui détectent les trop fortes mises. En général, les fonds sont constitués d'argent sale et l'opération permet de les blanchir. Une tout autre histoire...

Lëtzebuenger Vollek

4.600 Euro für Konfetti

Spanien versinkt im Korruptionssumpf. Hunderttausende fordern Rücktritt von Ministerpräsident Mariano Rajoy



Spaniens Institutionen werden durch eine Reihe von Skandalen erschüttert, einschließlich der Krone und der Regierung. Sie könnten zum Auseinanderbrechen des Staates durch Unabhängigkeitsbestrebungen führen. Auch die Spitze der regierenden Volkspartei (PP) sieht sich in den Strudel der Affären mitgerissen. In der vergangenen Woche veröffentlichte die Tageszeitung »El País« eine Reihe von Geheimdokumenten, in denen der frühere Schatzmeister der PP, Luis Bárcenas, über Jahrzehnte hinweg Schwarzgeldzahlungen an die Parteispitze festgehalten haben soll. Allein auf den Namen des heutigen Regierungschefs Mariano Rajoy sind für einen Zeitraum von elf Jahren insgesamt bis zu 320.000 Euro notiert.

Zahlreiche gegenwärtige Minister haben den Enthüllungen zufolge zudem zwischen 1990 und 2008 Zusatzgehälter und andere Geschenke kassiert, die teilweise bar in neutralen Briefumschlägen mit Tausenden Euro übergeben wurden. So soll Gesundheitsministerin Ana Mato, die derzeit die Privatisierung spanischer Krankenhäuser vorantreibt, allein 4.600 Euro erhalten haben, um Konfetti für eine Geburtstagsfeier ihres Ehemanns zu kaufen. Hinzu kommen unzählige gesponserte Reisen und Luxusgeschenke.

Der Liste zufolge, auf deren Bekanntwerden die spanische Öffentlichkeit empört und mit lautstarken Rücktrittsforderungen reagiert hat, sollen auch der frühere Regierungschef José María Aznar sowie mehrere seiner Minister zu den Empfängern der illegalen

Zahlungen gehört haben. Nahezu alle Belasteten weisen die von der Zeitung erhobenen Vorwürfe bislang entschieden zurück.

Gegen das Gesetz

So kündigte Ministerpräsident Rajoy an, in dieser Woche seine Steuererklärungen zu veröffentlichen, um auf diese Weise seine persönlichen Konten transparent zu machen. Doch wenn die von »El País« verbreiteten Dokumente korrekt sind, hat Rajoy selbst dann gegen das Gesetz verstoßen, wenn diese Einkünfte beim Finanzamt deklariert wären. Den Kabinettsmitgliedern ist die Annahme von Geldern für Aktivitäten, die nichts mit ihren politischen Funktionen zu tun haben, untersagt. Rajoys Rücktritt wird deshalb inzwischen von allen Seiten gefordert. Eine entsprechende Onlinepetition wurde innerhalb weniger Tage mehr als 800.000 Mal unterzeichnet.

Parallel zu den Enthüllungen der Tageszeitung wird gegen den langjährigen PP-Schatzmeister Bárcenas auch von der Justiz wegen seiner persönlichen Geschäfte ermittelt. Gegenüber dem Fiskus hatte er ein Jahreseinkommen von 200.000 Euro angegeben, doch zugleich besaß er in der Schweiz ein Bankkonto mit 22 Millionen Euro. Zu seiner Verteidigung erklärte Bárcenas nun, die Hälfte der Summe habe er im Rahmen der von der Regierung 2012 erlassenen »Steueramnestie« legalisiert. Dieser Regelung zufolge bleibt Steuerhinterziehung straffrei, wenn die hinterzogene Summe nach Spanien zurückgebracht und nachträglich mit zehn Prozent versteuert wird. Die Regierung hatte argumentiert, dadurch große Geldmengen zurückfließen lassen zu können und Geldwäsche zu erschweren.

Die von Bárcenas in Briefumschlägen verteilten Gelder sollen von großen börsennotierten Konzernen und wichtigen Bauunternehmen stammen, die auch schon im Zusammenhang mit anderen Korruptionsskandalen aufgefallen sind. Wie die Zeitung »Diagonal« berichtete, sollen vier der Bauunternehmen, die der PP Geld gespendet haben, anschließend mit dem Bau von fünf Krankenhäusern beauftragt worden sein, die als private Einrichtungen in Madrid errichtet wurden. Ihr Geschäftsvolumen mit der Regierung beläuft sich auf 45 Millionen Euro im Jahr. In anderen Medien hieß es sogar, drei der Baufirmen hätten in der Folge ihrer Zahlungen Aufträge in Höhe von 6,6 Milliarden Euro erhalten.

In Spanien ist das »Rechnungsprüfungsgericht« für die Kontrolle des Finanzgebarens der Parteien zuständig. Der Name »Gericht« ist in diesem Fall jedoch falsch, denn die Ermittlungen führen keine Richter, sondern von den beiden Kammern des spanischen Parlaments ernannte Beamte. Diese agieren so langsam, daß die letzten veröffentlichten

Berichte über die Rechnungsprüfung und das Spendenaufkommen der Parteien noch aus dem Jahr 2007 stammen. Damit sind solche Berichte sinnlos, denn laut geltenden Gesetzen verjährt illegale Parteienfinanzierung nach vier Jahren.

Hinzu kommt, daß laut »El País« einer der großzügigen Geldgeber der PP Ubaldo Nieto war, der zum Zeitpunkt seiner Zahlungen – 2004 – selbst Präsident des Rechnungsprüfungsgremiums war. Außerdem ist die Bestrafung derjenigen, die während ihrer Amtszeit als Mitglieder der Regierung Extragehälter kassiert haben, Aufgabe des Kabinetts selbst. Einen entsprechenden Antrag muß der Minister für öffentliche Verwaltung stellen. Als Rajoy zwischen 1996 und 1999 Privatspenden angenommen haben soll, besetzte er im Kabinett von Aznar diesen Ministerposten, hätte sich also selbst anzeigen müssen.

Das spanische Regierungssystem ist auf allen Ebenen leckgeschlagen. Die Monarchie genießt den Umfragen zufolge so wenig Unterstützung wie nie zuvor, nachdem der Schwiegersohn des Königs, Iñaki Urdangarin, angeklagt ist, im Institut Nóos, einer gemeinnützigen Einrichtung, Millionen unterschlagen und zwischen 2004 und 2006 Steuern hinterzogen zu haben. Urdangarin und sein Partner Diego Torres konnten nur durch Zahlung einer Kaution in Höhe von 8,1 Millionen Euro auf freiem Fuß bleiben.

Die unterschlagenen Finanzmittel stammten offenbar aus Fonds der Regierung der Balearen, aus denen Urdangarin rund 2,3 Millionen Euro an eine Firma in seinem Privatbesitz abgezweigt haben soll. Die Stadtverwaltung von Palma de Mallorca, der Hauptstadt der Inselgruppe, hat inzwischen gefordert, ihm den Titel »Herzog von Palma« zu entziehen. Auch von der offiziellen Homepage des Königshauses wurde Urdangarin getilgt. König Juan Carlos hat seine Tochter und ihren Gatten zudem aufgefordert, nicht an offiziellen Zeremonien teilzunehmen.

Prinzessin unter Verdacht

Unklar ist jedoch, wieviel Infantin Cristina von den Machenschaften ihres Gatten wußte. Die Ehefrau von dessen Kompagnon Diego Torres jedenfalls wurde wegen Mitwisserschaft angeklagt. Das blieb der Prinzessin bislang erspart, in Spanien wird jedoch nicht mehr ausgeschlossen, daß auch sie Ziel der gerichtlichen Untersuchung wird. Dem Leitungsgremium des Instituts Nóos hatten fünf Personen angehört – vier von ihnen sind bereits vor Gericht geladen worden, nur die Tochter des Königs bislang nicht. Auch der Sekretär der Infantin mußte bereits aussagen – zumal er Schatzmeister des Instituts war.

Seit »El País« die Schwarzgeldzahlungen der PP veröffentlicht hat, protestieren täglich Tausende Spanier gegen die Korruption. In praktisch allen Städten versammeln sich Menschen vor den Parteizentralen der PP, um den Rücktritt des Regierungs- und Parteichefs zu verlangen. In Barcelona übernachteten zahlreiche Demonstranten sogar in einem improvisierten Protestcamp auf der Plaça Catalunya, nachdem sie auf einer Versammlung über den Kampf gegen die politische Korruption diskutiert hatten. In Madrid gab es ebenfalls den Versuch eines Protestlagers, doch hier schritt umgehend die Polizei ein.

Die nächste große Demonstration in Madrid ist für den 23. Februar angekündigt und soll sich gegen den »Staatsstreich der Märkte« richten. An diesem Tag erinnert Spanien an den Putschversuch des Oberstleutnants Antonio Tejero 1981. Teile des Militärs hatten damals versucht, den Übergang von der Diktatur zur bürgerlichen Demokratie aufzuhalten. Zudem wird bereits über einen weiteren Generalstreik im März gesprochen.

12 February 2013 Last updated at 02:18 GMT

Spanish apathy turns to anger at corruption 'epidemic'

By **Pascale Harter** BBC News, Barcelona



Anti-austerity demonstrations have been widespread in Spain

There is fury in Spain after accusations that politicians have been lining their pockets while ordinary people are making painful sacrifices in the name of austerity.

There is a phrase in Spain I used to find admirable for its infinite pragmatism - "es lo que hay" - which means, "that's what there is".

It is said with a shrug of the shoulders and it works on nearly any occasion.

For example: "I ordered my squid without batter."

Waiter: "Well, that's what there is."

Or: "The politician you voted for has embezzled millions in public money and your town hall is bankrupt."

Response: "Ah well, that's what there is."

But such an epidemic of corruption is now coming to light in Spain that it seems to me the national shrug of apathy is finally falling out of fashion.

Taking its place is a look of abject disgust and the spat-out words "que verguenza". This means, "the shame of it".

For the last few months the corruption scandals have been so numerous that the television news began lumping them together in a swift round-up, rather than reporting on each one. They had to leave room for other news items - like the effects of austerity cuts and rocketing unemployment.

There is now a regular spot on Spaniards who used to have a job and a home, but do not have either any more. One featured a man who now lives in his car outside his former home.

Austerity came up at a dinner party I was at, as it does in most conversations here these days. Spain's anti-austerity protesters call themselves "los indignados" (the indignant).

"Why aren't you more indignant about corruption though?" I asked. A shrug. Someone poured more wine. Someone else said, "corruption? that's just what there is".

"We can't be indignant if the politicians steal," he explained, "because we're all at it. Take the man who came from the gas company to fix my boiler and offered to do it for me for half the price if I paid him personally in cash. Of course I said 'yes'."

It is hard to get a receipt in Spain - from the taxi drivers who tell you the ink has run out of the printer they are legally required to have, to the eminently respectable estate agent, who had a framed photo of the king in his office.

From behind his spectacles he told me if I wanted a receipt for his fee, he would have to charge me 250 euros (£215) in tax. So, in Spain you have to pay if you want to be indignant - and righteous.

'Slow' justice

Economists say that without the black economy there would be rioting on the streets. People are getting by. They are just not telling the taxman.

But suddenly the corruption scandals have become too big, and the justice system is seen as too slow when it comes to punishing those with power.



Former treasurer Luis Barcenas was questioned by prosecutors in Madrid

People are not saying, "ah, that's what there is" now.

"The shame of it", they are shrieking at, for example, the news that a mother who used a cash card she found on the street is going to prison for a year and a half. She used it to buy food and nappies.

People are angry that the king's son-in-law will only have some assets frozen if he does not pay his bail. His charitable organisation is accused of embezzling millions in public money that was supposed to be used to stage sporting events. He denies any wrongdoing.

Bloomberg

Finmeccanica Chief Orsi Said to Be Held in Bribery Probe

By Alessandra Migliaccio, Chiara Vasarri & Robert Wall - Feb 12, 2013 6:40 PM GMT+0100

Finmeccanica SpA Chief Executive Officer Giuseppe Orsi was arrested in connection with a corruption probe, threatening to derail asset sales aimed at cutting the aerospace and defense company's debt.

Orsi was jailed on accusations of corruption and tax fraud, prosecutor Eugenio Fusco said today by phone from Busto Arsizio, Italy. Bruno Spagnolini, CEO of the AgustaWestland helicopter unit, was placed under house arrest earlier today and faces the same charges, Fusco said. Authorities are investigating alleged illegal payments tied to a 560 million-euro (\$753 million) contract for the sale of 12 AW101 helicopters to India in 2010. The company has denied wrongdoing.



[Enlarge image](#)

Finmeccanica SpA Chief Executive Officer Giuseppe Orsi

Alessia Pierdomenico/Bloomberg

Finmeccanica SpA Chief Executive Officer Giuseppe Orsi's arrest threatens to undermine his plan to see through the company's biggest overhaul in at least a decade as he seeks to deliver 1 billion euros in asset sales to reduce debt.

Finmeccanica SpA Chief Executive Officer Giuseppe Orsi's arrest threatens to undermine his plan to see through the company's biggest overhaul in at least a decade as he seeks to deliver 1 billion euros in asset sales to reduce debt. Photographer: Alessia Pierdomenico/Bloomberg

Orsi, 67, has been undertaking the company's biggest revamp in at least a decade and is under pressure to deliver 1 billion euros (\$1.3 billion) in asset sales to reduce more than 4 billion euros in debt. The company had been pushing to dispose of its Ansaldo Energia business, with the goal of announcing a buyer before Italian elections begin on Feb. 24.

The arrest increases "the risk of material disruption in the company's strategy and day-to-day management as well as a delay to its restructuring and asset disposal plan," Fitch Ratings said today in an e-mailed statement announcing it may cut its BBB- rating.

Finmeccanica slumped 7.3 percent, the most in more than a year, to 4.41 euros in Milan. The stock was repeatedly suspended for excessive volatility. Italy's market regulator has banned short selling of shares through tomorrow.

Unjustified Arrest

The Italian company, referring to the arrests only as “precautionary measures,” said Finmeccanica will continue to pursue its operations “as usual” and that it expresses support of the managers, according to an e-mailed statement.

Evidence against Orsi is “inconsistent” and the arrest is “unjustified,” the CEO’s lawyer, Ennio Amodio, said in an e-mailed statement. Finmeccanica’s board will tomorrow temporarily give management powers to Chief Operating Officer Alessandro Pansa, Radiocor reported, citing unidentified people close to the situation.

The Milan offices of Italy’s biggest defense company, Orsi’s house and premises of AgustaWestland in Italy were searched, two people familiar with the probe said, who asked not to be identified because the investigation is continuing.

The Indian Defense Ministry has asked the country’s Central Bureau of Investigation to probe the charges. The contract signed with AgustaWestland includes “specific contractual provisions against bribery and the use of undue influence as well as an integrity pact,” the ministry said in an e-mailed statement.

Corruption Probes

The probe follows at least two other corruption investigations involving the Rome-based defense contractor. Former Chairman Pier Francesco Guarguaglini resigned after he was targeted in one probe that led to criminal charges against his wife, who ran a Finmeccanica unit. Guarguaglini said in a Jan. 17 interview with *Il Sole 24 ore* that he was acquitted.

“This could make Orsi’s position extremely fragile,” said Christophe Menard, a Paris-based analyst at Kepler Capital Markets.

Standard & Poor’s cut Finmeccanica’s debt rating below investment grade last month over concern that asset sales would not sufficiently improve capital levels. The company will hold a board meeting on Feb. 21 to review Samsung’s offer for Ansaldo Energia, Antonio Apa, Secretary General of labor union Uilm said Feb. 6.

Asset Sales

The board “will not be in a position to decide on the sale of assets such as Ansaldo Energia or Ansaldo Breda and this worries us as Mr. Orsi’s strategy was focused on avoiding any capital increase and disposing of peripheral assets,” Luca Conti, an analyst at Banca Akros in Milan, wrote in a note to investors. Conti cut his recommendation on the stock to hold from accumulate.

“There is an issue with the governance of Finmeccanica at the moment and we will deal with it,” Italian Prime Minister Mario Monti said today on state-owned RAI television.

Finmeccanica received a C grade last year when Transparency International, the non-profit watchdog, issued its first anti-corruption index of defense companies. That mark indicates the group found only “moderate” evidence that anti-corruption systems were in place.

Orsi has previously denied any wrongdoing in the case and said he would not resign.

“Orsi has done a fantastic job,” said Nick Cunningham, an analyst at London-based Agency Partners. “Even if he has to go, Orsi has put in place many of the restructuring steps the company has needed.”

To contact the reporters on this story: Alessandra Migliaccio in Rome at amigliaccio@bloomberg.net; Chiara Vasarri in Rome at cvasarri@bloomberg.net; Robert Wall in London at rwall6@bloomberg.net

To contact the editor responsible for this story: Will Kennedy at wkennedy3@bloomberg.net

Bloomberg

By Bibhudatta Pradhan - Feb 13, 2013 7:23 AM GMT+0100

India may cancel a \$753 million deal for helicopters agreed with Italy's Finmeccanica SpA if investigators uncover evidence of corrupt payments, the country's defense minister said today.

Finmeccanica Chief Executive Officer Giuseppe Orsi was arrested yesterday on accusations of corruption and tax fraud as authorities probe alleged illegal payments tied to the contract for the sale of 12 AW101 helicopters to India in 2010. The company has denied wrongdoing.

"We will take the strongest possible action under Indian law, we will not spare anybody" if graft is shown to have occurred at any stage, Defense Minister A.K. Antony said at a press conference in New Delhi. "We will not tolerate corruption in defense deals."

India's arms-buying has been slowed by officials' sensitivities over corruption scandals in previous purchases, including one that helped drive the Congress Party of Prime Minister Manmohan Singh to defeat in 1989 elections. In March last year, retired army chief General V.K. Singh said he was offered 140 million rupees (\$2.6 million) if he approved the purchase of 600 vehicles he considered sub-standard.

Evidence against Orsi is "inconsistent" and the arrest is "unjustified," the CEO's lawyer, Ennio Amodio, said in an e-mailed statement yesterday.

The Times of India newspaper reported today that three of the helicopters had been delivered to India, while three more are due to arrive by June. The entire fleet should be complete by March 2014, the paper said.

Federal Probe

Antony, whose personal probity helped him win charge of the department that has been plagued by scandals, said that he had been unable to contact the Italian government and prosecutors for details of why Orsi was arrested.

"I have no information in my hands," Antony said. "I have tried to get the details but nothing is available to me."

Antony yesterday asked India's Central Bureau of Investigation to probe the helicopter sale. The contract signed with AgustaWestland includes "specific contractual provisions against bribery and the use of undue influence as well as an integrity pact," the defense ministry said in an e-mailed statement.

To contact the reporter on this story: Bibhudatta Pradhan in New Delhi at bpradhan@bloomberg.net

To contact the editor responsible for this story: Hari Govind at hgovind@bloomberg.net

Bloomberg

Slovenian Rating Cut to A- by S&P on Banking Bailout

By Dave Liedtka & Boris Cerni - Feb 13, 2013 9:49 AM GMT+0100

Slovenia's credit rating was cut to A- by Standard & Poor's, which said the government's announced support for state-owned banks will lead to higher-than-previously forecast debt.

The rating was reduced from A, S&P said in a statement late yesterday. The outlook on the nation's long-term rating is stable. The A- assessment is on a par with Poland and Malaysia.

"The downgrade reflects Slovenia's higher-than-anticipated debt burden, due to its announced support of its state-owned banks," S&P said in the statement. "We also observe rising policy-implementation risks to resolving economic and fiscal pressures."

Slovenia, on the brink of becoming the sixth euro member to ask for a bailout, has drafted a bank recapitalization plan that would take up bad loans from ailing lenders of as much as 4 billion euros (\$5.38 billion). The plan may be derailed by early elections as a political crisis deepens over corruption allegations against Prime Minister Janez Jansa.

The yield on the nation's dollar-denominated debt maturing in 2022 rising 2 basis points from yesterday to 5.122 percent at 9:04 a.m. in Ljubljana, according to data compiled by Bloomberg.

Debt Increase

Slovenia's public debt rose to about 48 percent of gross domestic product last year from 16 percent in 2008, a year after the former Yugoslav nation adopted the euro. Government support of the state-controlled banks at the level likely to be needed will increase the debt ratio to 59 percent at the end of 2013, S&P said.

The Adriatic nation's largest state-controlled banks, including Nova Ljubljanska Banka d.d. and Nova Kreditna Banka Maribor d.d., will probably report a fourth consecutive year of losses as a wave of bankruptcies increases the level of bad loans. Non-performing loans surged to 7 billion euros, or 14.4 percent of all loans at the end of November, according to the central bank.

"Institutional weaknesses will probably be exacerbated by Slovenia's sizable direct and indirect equity stakes in the real economy, which amplify political polarization," S&P said in the statement. "We also take the view that vested interests that benefit from long-entrenched entitlements or other forms of rent-seeking related to Slovenia's political cycles drag on the pace and effectiveness of structural reforms."

Government Measures

Jansa's Cabinet, which took power a year ago after an early vote following the collapse of the previous government, passed legislation on the bank recapitalization plan, as well as the creation of a sovereign holding and pension changes that are meant to make the economy more competitive and pull it out of its second recession in three years.

Slovenia's general government deficit, excluding the announced capital boost for banks, will decrease to around the government's target of 3 percent of GDP by the end of the year, the ratings company estimates, from just over 4 percent at the end of 2012 and 6.4 percent in 2011.

Along with more changes to the pension system, S&P said “that reforms to the health-care system and labor market could help create a more flexible economy, improve medium-term employment prospects, and reduce pressures on Slovenia’s social security system.”

After the cut, S&P’s rating of Slovenia is equivalent to that of Fitch Ratings, while Moody’s Investors Service rates the country at Baa2, the second-lowest investment grade.

To contact the reporters on this story: Dave Liedtka in New York at dliedtka@bloomberg.net; Boris Cerni in Ljubljana at bcerni@bloomberg.net

To contact the editor responsible for this story: Dave Liedtka at dliedtka@bloomberg.net

Bloomberg

SNC-Lavalin Rebounding as CEO Card Weighs Asset Sales

By Frederic Tomesco - Feb 12, 2013 10:31 PM GMT+0100

SNC-Lavalin Group Inc. has recouped the last of C\$2 billion in market value lost in a corruption scandal as Chief Executive Officer Robert Card reshapes Canada's largest engineering company.

The shares are now trading about 2.6 percent above their closing price on Feb. 27, the day before SNC announced a probe of inaccurate documentation in its construction unit. The stock was still 1.1 percent below that price yesterday, reflecting a wider investigation that led to fraud charges against former CEO Pierre Duhaime and class-action lawsuits from investors.



[Enlarge image](#)

SNC Rebounding as CEO Card Weighs Asset Sales

Andrew Harrer/Bloomberg

SNC has climbed 37 percent from its Aug. 31 low of C\$35 in the wake of the investigation's disclosure.

SNC has climbed 37 percent from its Aug. 31 low of C\$35 in the wake of the investigation's disclosure. Photographer: Andrew Harrer/Bloomberg

Ensuring the company kept its "social license to operate" was among the top priorities for Card, who became chief on Oct. 1. He has appointed new senior managers and is considering the sale of infrastructure assets from a toll road to power lines after grouping them in a new unit.

"Bob Card is doing the right things," Trevor Johnson, an analyst at National Bank Financial in Toronto, said in a telephone interview. "He put his mark on the company by bringing his own team and that's resonated well with investors. It makes it easier to forget about what happened when you have people who weren't there in the first place."

SNC has climbed 42 percent from its Aug. 31 low of C\$35 in the wake of the investigation's disclosure.

"People are jumping on the bandwagon," said Maxim Sytchev, an AltaCorp Capital analyst who has a target price of C\$57 for SNC shares.

The stock gained 3.8 percent to C\$49.65 at 4 p.m. in Toronto, the first close above the pre-scandal price and a 65 percent premium to the benchmark S&P Toronto Stock Exchange Composite Index on a price-earnings basis.

'Entirely Justified'

"SNC-Lavalin's recent share price gains are entirely justified, and more importantly, we continue to see further upside from current levels," said Michael Tupholme, an analyst at TD Securities in Toronto who has a buy rating on the stock.

Tupholme raised his 12-month target price to C\$57 from C\$52 yesterday, citing rising valuations for the company's infrastructure holdings and "our increased confidence that SNC-Lavalin is moving past many of the issues" that have weighed on the stock since February 2012.

Before Card revamped the company's structure, SNC's infrastructure and environment businesses made up its largest unit, generating 27 percent of C\$7.21 billion in sales in 2011. Infrastructure concession investments accounted for an additional 7 percent of revenue.

Asset Sales

In Card's first three months on the job, he created a new infrastructure, concessions and investments unit, and put Gilles Laramée, the company's acting chief financial officer, in charge, with a mission of providing "a top level focus on strategic oversight."

The CEO said on a Nov. 2 conference call that SNC-Lavalin had begun assessing which infrastructure concession investments, or ICIs, it wanted to keep. Owning such assets, including a minority stake in Ontario's Highway 407, has allowed Montreal-based SNC-Lavalin to win construction contracts in recent years.

The company hasn't announced any decisions from the review, and Leslie Quinton, a spokeswoman, declined to comment further yesterday.

SNC-Lavalin said in December its infrastructure assets had an estimated market value of C\$3.4 billion as of Sept. 30, including C\$1.5 billion for the Highway 407 stake and C\$1.1 billion for the AltaLink power distribution company.

Activist Investor

Highway 407 and AltaLink might generate C\$3 billion in cash if they were sold, RBC Capital Markets said Feb. 1.

"People are getting excited about them potentially monetizing some of their infrastructure investments," National Bank Financial's Johnson said.

Pressure on SNC to sell some of the holdings may increase with the acquisition of a stake by a Toronto-based hedge fund, West Face Capital Inc.

Having an activist investor such as West Face on board "can't hurt," Luc Fournier, a fund manager at Quebec City-based Industrial Alliance Insurance Financial Services Inc. said by phone. "They'll be under pressure to create some value."

Quinton confirmed via e-mail that the company learned late last year about West Face's stake. SNC doesn't know how large the holding is because only those that exceed 10 percent must be reported, she said, adding that company executives have met with West Face officials.

Greg Boland, West Face's CEO and founder, didn't respond to voice mail messages left yesterday and last week for this story. The Globe and Mail newspaper reported West Face's investment in SNC last week.

Investor Payout

Should an asset sale occur, "most investors would be looking for a special dividend," said Johnson at National Bank Financial. He raised his rating on SNC to outperform from sector perform on Nov. 4, saying a potential sale of all or part of the infrastructure holdings could "unlock value."

In addition to strategic options, a second part of Card's strategy has been relocating executives outside Canada to help SNC win new business globally.

He took a step toward that last month when he announced the hiring of former Amec Plc Chief Operating Officer Neil Bruce as president of resources and environment -- a new unit that is the company's largest. It includes hydrocarbons and chemicals, mining and metallurgy, environment and water. Bruce is based in London.

Fraud Charge

Those steps have taken place against the backdrop of the criminal investigation, including the arrest of Duhaime in late November.

The ex-CEO was formally charged in a Montreal court yesterday with fraud, conspiracy to commit fraud and issuing false documents, Michel Massicotte, his lawyer, said in a telephone interview. Duhaime pleaded not guilty, Massicotte said.

A warrant obtained by the Quebec police anti-corruption unit accused Duhaime and Riadh Ben Aissa, who oversaw SNC's business in Libya, of defrauding the McGill University Health Centre of more than C\$5,000. SNC won a C\$1.6 billion contract in 2010 to build and maintain the facility.

Ben Aissa, who left the company last February, was subsequently arrested by Swiss authorities investigating allegations of corruption, fraud and money laundering related to business in North Africa, the country's Attorney General's office said.

Class Action

He has been held in Switzerland since without being charged, Ben Aissa's brother, Rafik, said in a Jan. 26 statement on his complaint against the Swiss prosecutor in the European Court of Human Rights in Strasbourg, France.

Elie Chahwan, a lawyer for the Ben Aissa family in Montreal, said in a telephone interview yesterday that he couldn't immediately comment on the Quebec case against Riadh Ben Aissa.

Investors who bought company securities from November 2009 to February 2012 have accused SNC and executives including Duhaime of "misrepresentations" regarding internal controls, and 2010 net income, in class-action lawsuits certified in Ontario and Quebec.

SNC plans “a vigorous defense,” Quinton said in an e-mailed statement. “We have always published information appropriately and accurately, following regulatory requirements and best practices regarding timely corporate disclosure.”

Potential penalties stemming from the various lawsuits probably won’t exceed C\$360 million in the worst-case scenario, according to Yuri Lynk, an analyst at Canaccord Genuity in Montreal. Lynk based his analysis on a study of past bribery cases in Canada and the U.S.

SNC Backlog

SNC had C\$1.1 billion of cash as of Sept. 30, according to a Nov. 2 filing.

Just as encouraging for investors, new business is continuing to roll in. SNC-Lavalin had a backlog of C\$9.9 billion as of Sept. 30, compared with C\$10.1 billion at the end of last year.

Excluding some costs and gains, SNC is expected to earn C\$2.17 a share in 2013, up from an estimated C\$1.59 last year, according to the average of estimates in a Bloomberg survey of analysts.

SNC said Jan. 31 that a group of companies it leads signed an agreement with British Columbia to design, build and finance the Evergreen Line rapid transit project in Vancouver --a project estimated to cost C\$889 million.

‘Different Future’

“Their performance in the fall and winter time was quite robust,” said Johnson at National Bank Financial. “People want to continue to see big contract wins, just as they’ll want to see what they do with the cash if they monetize any of their assets.”

One investor continuing to back the company is Caisse de Depot et Placement du Quebec, Canada’s second-biggest pension fund manager. The Caisse owned 8.9 million SNC-Lavalin shares as of the end of 2011, according to its most recent annual report. That would represent about 5.9 percent of outstanding shares, the second-most among the company’s institutional investors.

SNC “is a company filled with potential,” Caisse CEO Michael Sabia said Jan. 29 at a press briefing in Montreal. “This is a time when a long-term investor like La Caisse needs to help that company build a bridge to a different future.”

Sabia said he’s encouraged by the company’s Dec. 13 announcement that some directors won’t be standing for re-election this year. Those directors will be identified in the management information circular filed before the 2013 annual meeting, the company said.

“That board is moving, there’s a new CEO in place, the CEO is beginning to do things,” Sabia said. “I know that now SNC-Lavalin is tarnished because of what’s happened, but you can’t lose the forest for the trees.”

To contact the reporter on this story: Frederic Tomesco at tomesco@bloomberg.net

13. Februar 2013 10:47;

Die Macht des Wassers

In Zentralasien bahnt sich ein Streit ums Wasser an. Sogar eine militärische Auseinandersetzung könnte folgen. Die EU versucht nun im eigenen Interesse zu vermitteln.

Der usbekische Präsident Islam Karimow beschwor bereits die Gefahr von Kriegen - wenn des Baus von Dämmen. Die EU versucht nun im Wasserkonflikt zwischen den ehemaligen Sowjetrepubliken zu vermitteln. Seit Mittwoch berät die Europäische Union mit den zentralasiatischen Staaten nun das heiße Eisen auf Ministerebene in der kirgisischen Hauptstadt Bischkek.

Offiziell ist das Ziel, "die Zusammenarbeit im Wassermanagement zwischen EU und den Staaten Zentralasien zu vertiefen". Auch die EU-Sonderbeauftragte für Zentralasien, Patricia Flor, reist an. Was wie eine halb wissenschaftliche, halb politische Veranstaltung klingt, könnte eine der letzten Möglichkeiten sein, einen großen regionalen Konflikt zu entschärfen.

Kriegs-Warnung

"Die EU muss eine aktivere Rolle einnehmen", sagte die Zentralasienexpertin der International Crisis Group, Deirdre Tynan, der Nachrichtenagentur dapd. "Es ist wichtig, dass die Wasserfrage nicht so angeheizt wird, dass er militärische Reaktionen auslöst", warnt die Expertin der in Brüssel ansässigen Denkfabrik. Noch sei es nicht zu spät.

Im vergangenen Jahr erreichte der Streit um die Wassernutzung in der Region bereits Siedetemperatur. Usbekistan, am Unterlauf der Ströme Amu-Darja und Syr-Darja gelegen, schoss scharf gegen den Ausbau der Wasserkraft in Kirgistan und Tadschikistan am Oberlauf. Der usbekische Präsident Islam Karimow warnte im Sommer vor Kriegen, sollte Tadschikistan und Kirgistan Wasserkraftwerke ohne seine Zustimmung bauen.

Putin gießt Öl ins Feuer

Davon unbeeindruckt ließ der russische Präsident Wladimir Putin bei seiner Visite in Kirgistan im September ein russisches Investitionsabkommen unterschreiben, das einen Umfang von knapp 2 Milliarden Euro hat. Das Abkommen sieht den Bau des Wasserkraftwerk Kambar Ata 1 und eine Kaskade von kleineren Dämmen am Oberlauf des Narynfluss, dem wichtigsten Quellfluss des Syr Darja, bauen wird. Das noch zur Sowjetzeit angedachte Kraftwerk zählt zu einer der weltweit anspruchsvollsten Dammbauten.

Putin lud bei der Unterzeichnung des Abkommens die Länder am Unterlauf der Flüsse ein, sich an den Kraftwerken zu beteiligen. Während Kasachstan die Offerte annahm, verweigert sich Usbekistan. "Kirgistan bedauert, dass die Absage des offiziellen Usbekistan zu Dialog und Zusammenarbeit die Beziehung unsere beider Völker belastet", erklärte das Energieministerium Kirgistans vorige Woche. Immerhin nehmen usbekische Vertreter an der EU-Konferenz in Bischkek teil.

Usbekistan reagiert mit Blockaden

Dabei hat Usbekistan im Wasserkonflikt schon längst die Samthandschuhe abgestreift. So hat es den Gashahn für Tadschikistan zugedreht und den Schienenverkehr in die Nachbarrepublik am Pamirgebirge unterbrochen.

Vor dem Hintergrund der Zuspitzung des Wasserkonflikts zeichnet sich ein gefährliches Wettrüsten ab. Russland, das in Kirgistan und Tadschikistan Militärbasen unterhält, sicherte nach einem Bericht der russischen Zeitung "Kommersant" Kirgistan Waffengeschenke in Höhe von 800 Millionen Euro zu. Die Natostaaten rüsten Usbekistan auf. Vor allem Großbritannien bietet Usbekistan Waffen im Gegenzug für den Transit seiner Truppen aus Afghanistan an. Mittelasien ist das Hinterland der Nato-Operationen in Afghanistan.

Der Afghanistankrieg könnte auf diese Weise ein paradoxes Ende finden: Während die Nato das Land am Hindukusch befriedet, wird die riesige Region nördlich davon vom Westen und Russland gemeinsam destabilisiert.

Fonctionnaires russes

12 février 2013 11:27; Act: 12.02.2013 12:04Print

Poutine s'attaque aux comptes à l'étranger

Le président russe a soumis mardi au Parlement un projet de loi visant à interdire aux fonctionnaires de placer leur argent ailleurs qu'en Russie, selon le site de la Douma.



La corruption est un mal endémique en Russie qui gangrène aussi bien le secteur privé que l'appareil d'État à tous ses échelons, l'armée et la police. (photo: AFP)

«Partir de son pays pour du fric, c'est très russe»

«La Russie est une grande démocratie»

Le projet de loi interdit à la quasi-totalité des fonctionnaires russes, excepté le personnel diplomatique et consulaire, d'ouvrir ou d'avoir des comptes dans les banques étrangères situées en

dehors de la Russie, ainsi que de détenir des titres publics des États étrangers ou des obligations et des actions étrangères». Le document a pour objectif de «renforcer la sécurité nationale (...), d'élargir les investissements dans l'économie russe et d'améliorer l'efficacité de la lutte contre la corruption».

Cette initiative vise notamment les adjoints au procureur général, les membres du conseil d'administration de la Banque centrale, les employés des groupes publics russes ou tout autre fonctionnaire qui prend dans le cadre de son travail «des décisions liées à la souveraineté de la Russie et sa sécurité nationale», selon le texte du projet. La direction russe s'est emparée de la question des comptes bancaires et des biens immobiliers détenus à l'étranger par des fonctionnaires ou des élus, après une série de scandales de corruption ces derniers mois.

Fraude fiscale

La corruption est un mal endémique en Russie qui gangrène aussi bien le secteur privé que l'appareil d'État à tous ses échelons, l'armée et la police. Les sanctions adoptées par les États-Unis fin 2012 contre les fonctionnaires russes impliqués dans l'affaire Magnitski (interdiction de séjour et gel des avoirs), qui ont suscité en retour l'interdiction par Moscou de l'adoption d'enfants russes par des Américains, ont également mis l'accent sur cette question.

En 2008, le juriste fiscaliste Sergueï Magnitski, qui conseillait le fonds d'investissement occidental Hermitage Capital, a dénoncé une vaste machination financière de 5,4 milliards de roubles (130 millions d'euros) ourdie, selon lui, par des responsables de la police et du fisc au détriment de son employeur ainsi que de l'État russe. Magnitski a été aussitôt arrêté pour fraude fiscale et il est mort en prison en 2009, après onze mois de détention provisoire. La justice suisse a gelé des comptes bancaires présumés contenir des fonds détournés dans cette affaire.